

Beltrán S., Luis Ramiro (1993) **En quête de démocratie: Expériences marquantes de communication en Amérique latine.** *Développement: Revue de la Société Internationale pour le développement* (Italia), Año 6(3):50-53. Septiembre.

Colecc. LR Beltrán
PP-AI-069

DEVELOPPEMENT

1993

Équité, croissance et participation: L'ère de l'information



En quête de démocratie : Expériences marquantes de communication en Amérique latine

LUIS RAMIRO BELTRAN

L'affranchissement de la domination coloniale européenne, au siècle dernier, n'a pas conduit l'Amérique latine à la démocratie. Tout en souscrivant aux principes de la révolution française, la plupart des républiques de cette partie du monde ont eu en pratique tendance à perpétuer la concentration du pouvoir aux mains d'une minorité, au prix de la misère et de l'oppression de la majorité. La démocratie est demeurée un vain mot.

Un tel état de choses n'est pas allé sans contestation. La bataille pour modifier cette structure de privilèges a commencé à l'époque de la Révolution mexicaine. Depuis la fin des années trente d'importantes organisations politiques constituées autour des classes moyennes rurales et ouvrières ont exercé dans plusieurs pays de la région des pressions pacifiques mais insistantes en faveur d'une démocratie authentique et entière. Elles ont recherché la participation politique et la justice distributive pour les masses et voulu leur rendre dignité et liberté. Une opposition farouche à ces revendications, souvent secondée par un autoritarisme violent, a favorisé au début des années cinquante non seulement l'avènement de régimes révolutionnaires comme ceux de Bolivie, de Cuba, du Pérou et du Nicaragua mais également de mouvements de guerrillas en Colombie, Nicaragua, Salvador et Pérou. A présent, tandis que la population s'accroît à un rythme supérieur à celui de la production alimentaire, l'extrême pauvreté des masses semble atteindre des niveaux explosifs. Et les tentatives visant à édifier une véritable démocratie sont menacées par la détresse sociale et le danger des régimes dictatoriaux.

Un privilège de plus pour la minorité

Très imbriquée avec le tissu social et d'une importance cruciale pour le jeu du pouvoir, la communication sociale a joué un rôle clé dans la préservation du *statu quo* et, de ce fait, freiné l'évolution vers la démocratie réelle. Les mass media n'atteignent pas entièrement les masses — en partie à cause de l'analphabétisme, de la pauvreté et de l'absence d'électricité, notamment dans les zones rurales. Pour les publicitaires, ceux qui ne font pas partie du marché sont inexistantes. Par conséquent, à quelques variations près, les médias cherchent pour la plupart à atteindre les classes urbaines instruites et aisées. La radio est l'exception, mais les messages de la plupart des stations s'adressent aussi essentiellement aux couches privilégiées.

Les médias appartiennent dans une très large majorité à des intérêts privés, de type oligopolistique. La publicité commerciale dominée souvent par les sociétés multinationales, et la publicité gouvernementale sont les principales sources de recettes pour les médias. Les nouvelles internationales — procédant de la région vers le monde extérieur et en sens inverse, et même au sein de la région elle-même — émanent surtout des agences de presse américaines et européennes. Et les technologies de télécommunications évoluées, de l'ordinateur à la transmission par fibre optique, télécopieur et laser jusqu'au satellite, sont le domaine de spécialité de puissantes entreprises non latino-américaines.

Luis Ramiro Beltran évoque le long combat pour la démocratisation de la communication sociale qui se déroule en Amérique latine depuis quarante-cinq ans. Il retrace deux des principaux aspects de cette expérience et compare les implications de ces innovations théoriques et pratiques pour le développement national, en regard de la performance des grands médias d'information.

Radio pour les paysans

Les Latino-Américains, encore une fois, n'ont pas accepté passivement une telle situation inégale. Dès la fin des années quarante ils entreprenaient d'implanter des supports médiatiques qui donneraient aux exclus l'accès et la participation à la communication de masse qui leur était déniée par les médias commerciaux et d'État. Un de ces supports a été l'école radiophonique de Colombie, une combinaison d'émissions spéciales écoutées en groupe et suivies d'un débat dirigé par des animateurs bénévoles locaux opportunément formés. Ces émissions étaient complétées par des documents imprimés et graphiques.

L'initiative a été lancée par un jeune curé du village andin de Sutatenza qui, en 1947, mit au point une station radio petite et rudimentaire afin de transmettre des messages religieux à un plus grand nombre de paysans de sa paroisse qu'il avait munis de postes monofréquence. Très vite, toutefois, il ajouta des messages destinés à promouvoir l'alphabétisation et, plus tard, des messages consacrés à la santé, à l'alimentation et à l'agriculture. En une douzaine d'années, cette humble entreprise s'était étendue jusqu'à devenir l'actuelle Action populaire culturelle (ACPO), qui est peut-être l'agence d'éducation informelle au soutien du développement rural la plus vaste et la plus sophistiquée au monde.

Administrée par l'Église catholique, subventionnée par le gouvernement et aidée par plusieurs organismes d'aide étrangers, ACPO desservait à son apogée quelque 200 000 « élèves » inscrits par l'entremise d'un réseau national de stations puissantes, des centres sur le terrain pour la formation de leaders locaux, une imprimerie bien équipée qui publiait un journal hebdomadaire pour le monde paysan et des installations permettant de produire aussi quelques documents audio-visuels. L'ACPO a connu un tel succès qu'au début des années 80 son influence s'est répandue dans la région par la création d'une Association latino-américaine d'écoles radiophoniques (ALER) dont le siège se trouve de nos jours en Équateur.

ACPO a été un des chefs de file du processus de démocratisation de la communication dans le sens où il s'agissait d'un système créé spécialement pour atteindre les paysans et les aider à prendre des décisions et à agir ensemble pour le développement. Toutefois, le système était administré par l'église en faveur des paysans et non pas par les paysans eux-mêmes.

Radio par les paysans

En Bolivie, des variantes d'ACPO ont évolué et associé graduellement les paysans à la radiodiffusion en langue autochtone (principalement l'Aimara et le Quechua). Patronnées aussi par l'Église catholique, un nombre de petites stations ont constitué l'Éducation Radiophonique Bolivienne (ERBOL), une coopérative qui fonctionne depuis plus de vingt-cinq ans. Dans le contexte de la Révolution nationaliste de 1952, quelques paysans ont établi à La Paz une autre forme

originale de communication démocratique. En louant auprès de plusieurs stations commerciales les heures « creuses » du petit matin, ils ont produit des émissions en Aimara allant des nouvelles intercalées par de la musique folklorique aux mélos intéressants les paysans, ainsi qu'aux émissions éducatives et aux concours. Ils ont également offert à leurs auditeurs, contre une contribution minime, des services d'échange d'informations équivalents aux services de PTT que l'État ne leur avait jamais fournis. Plus récemment, quelques stations radiophoniques exploitées par des syndicats paysans et des collectivités autochtones rurales ont vu le jour, ce qui ajoute aux supports créés et gérés par des Indiens pour eux-mêmes et par eux-mêmes.

Des expériences comparables ont été faites dans d'autres pays ayant des populations autochtones assez importantes dont la langue maternelle n'est pas l'espagnol. Cela est le cas du Pérou et de l'Équateur. Dans ce dernier pays, un autre prêtre catholique a établi un support de communication rurale : des cabines d'enregistrement placées dans des hameaux éloignés, d'où les paysans initiés aux rudiments de la radiodiffusion pouvaient transmettre leur contribution à un point émetteur central. Le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica, le Guatemala, le Mexique et la République dominicaine, notamment par l'entremise de Radio Enriqueillo et Radio Santa Mara, comptent parmi les autres pays où une utilisation novatrice de la radio a favorisé la démocratisation de la communication de masse.

La voix des sans-voix

Un cas exceptionnel de communication alternative de type participatif dans la région a été celle des stations de radiodiffusion des syndicats de mineurs, encore une fois en Bolivie. Remontant à la fin des années quarante et toujours en fonction, ces stations ont été établies, financées et gérées par des ouvriers dont le salaire mensuel était souvent inférieur à 40 dollars et dont l'espérance de vie dépassait à peine 40 ans, à cause de l'état de malnutrition et des affections pulmonaires provoquées par les poussières minérales. Les mineurs ont créé ces stations pour défendre leurs intérêts, que les mass media avaient ignorés ou même attaqués. Ce public a eu, dès le commencement, la possibilité de s'exprimer sur les ondes car les micro étaient placés dans les mines mais aussi dans les marchés, les églises, les écoles, les rues et les terrains de sport. Ils ont admis dans leurs studios minuscules quiconque avait quelque chose d'important à communiquer et ont, dans de nombreux cas, servi d'organiseurs pour le compte des syndicats et des organisations de base. Des critiques ont été diffusées à la radio non seulement à l'encontre des autorités et des partis politiques mais également contre les chefs syndicaux eux-mêmes, dès lors qu'on jugeait qu'ils avaient manqué à leurs devoirs. Entre 1960 et 1980, ces stations étaient tellement influentes que quelques-unes ont été fermées ou même détruites par la répression militaire, spécialement durant les périodes de grève générale ou les coups d'États réactionnaires.

Les médias du peuple

La radio a été le média qui a le mieux secondé le mouvement de démocratisation de la communication mais il n'a pas été le seul. L'utilisation pleine d'imagination des audiocassettes par le biais de magnétophones simples et bon marché placés dans des lieux publics a été simplifiée par le projet « pila » (bassin) au Guatemala. En Uruguay un système de « cassette-club » a permis à des coopératives d'agriculteurs du pays d'avoir des échanges réguliers sur leurs problèmes et aspirations.

Le Nicaragua a expérimenté la production de films super-8 tournés dans un dessein éducatif par des ouvriers bénéficiant d'un soutien minime de la part de cinéastes professionnels. Au Brésil, des travailleurs ont réussi à implanter et à exploiter sans aide aucune un canal de télévision. En Amérique latine, les plus connus parmi les producteurs indépendants sont à l'origine d'un mouvement international faisant place à des films qui illustrent la condition dramatique des populations de la région et qui se portent à la défense de la démocratie. Le théâtre populaire et les spectacles de marionnettes, les chansons ou des bandes dessinées toutes simples font partie de la panoplie de communication de masse prônant la réforme. Et même la presse, le plus élitiste de tous les mass media, a été parfois l'instrument du combat pour la démocratie, comme dans le cas de la « prensa nanica » (presse naine) aux pires moments de la dictature militaire au Brésil.

Multimédia dans les bidonvilles

Une approche multimedia de démocratisation de la communication modeste mais très efficace est celle de Villa El Salvador, un bidonville de Lima peuplé par un demi-million d'habitants, pour la plupart des paysans Quechua migrés des villages andins. Stimulée par un enseignant charismatique, la collectivité s'est petit à petit dotée des ressources propres à améliorer les communications dans le quartier et avec le reste de la ville et du pays. Des haut-parleurs placés sur les lieux de rassemblement, articles miméographiés, simples affiches et séances de débat public ont été les médias utilisés au tout début. Avec le temps, des médias plus complexes — films, vidéo et télévision — sont venus compléter l'effort visant à renforcer les capacités de la communauté de se battre pour un avenir démocratique. Tout au long de cette remarquable expérience, des décisions ont été prises par consensus et des actions mises en oeuvre par voie de coopération bénévole.

La théorie suit la pratique

Ces expériences concrètes de communication démocratique ont été entreprises dans la plupart des cas en l'absence de toute théorie préalable. Ce sont les gens qui, d'intuition ou par leur élan, ont créé graduellement un ensemble de « mini-médias » à travers lesquels ils pourraient s'exprimer. Dans tous les cas, l'institution qui a inspiré ce processus créatif a été l'Église catholique.

Les premiers efforts pour définir la communication démocratique ne remontent qu'aux années soixante, lorsque des voix se sont élevées pour réorienter le concept de communication en direction de la démocratie. Au début des années soixante-dix, de nombreux travaux de recherches firent état des aspects antidémocratiques de la théorie et pratique de la communication traditionnelle et rapidement quelques chercheurs ont tenté de construire des modèles favorables à la communication démocratique, en repensant le contenu des informations et des droits de communication. Les approches étaient différentes et des qualificatifs tels que « dialogique » « participative » et « alternative » accompagnèrent la notion de communication. De nouvelles contributions ont mis l'accent sur les attitudes de communication des personnes plongées dans la culture des couches dominées de la société. Puis, dans les années quatre-vingt d'autres apportèrent leur concours à ce jeu intellectuel, en produisant une documentation abondante qui aujourd'hui rend peut-être possible d'élaborer une théorie scientifique globale.

Ceux qui proposent les fondements d'une telle théorie partagent l'opinion que le modèle traditionnel de la communication enraciné dans la perspective aristotélicienne et élaboré par Lasswell n'est pas en soi démocratique. Puisqu'il postule la communication comme un processus unilatéral dans lequel les messages procèdent d'un petit nombre qui détient l'autorité vers des récepteurs sans pouvoir et passifs, il est considéré par trop vertical et donc monologique et autoritaire. Et étant donné qu'il fait de la persuasion le premier sinon le seul objectif de la communication, il est manipulateur et donc non démocratique. Les propositions de plusieurs érudits latino-américains reconnaissent le besoin de donner plus ample accès aux messages des mass media ainsi qu'à une participation réelle dans le processus. Tous perçoivent le dialogue comme un élément essentiel de cette démocratisation. Ils tendent, enfin, à considérer que la communication démocratique est nécessaire pour aider à transformer la société et à la rendre plus équitable.

Beaucoup d'autres stratégies

Les Latino-Américains ont également exploré d'autres voies susceptibles d'amener une transformation de leurs systèmes de communication dans le sens d'une plus grande démocratie. En 1976, simultanément aux débats internationaux fort animés sur la proposition du mouvement des Non-alignés pour un Nouvel ordre international de l'information, ils ont tenu au Costa Rica, sous l'égide de l'UNESCO, la première Conférence intergouvernementale jamais organisée dans le monde sur les politiques nationales de communication. A l'issue de la conférence, une déclaration a réaffirmé le principe de la communication démocratique et des propositions ont été énoncées pour réduire le déséquilibre en matière d'information internationale et élargir les capacités de la région en faveur d'une communication indépendante.

D'autres initiatives comparables de l'Amérique latine comprennent l'enseignement des principes démocratiques dans les écoles de communication universitaire, la mise en question des postulats traditionnels et des méthodes de recherche en communication, l'établissement d'associations réformistes de spécialistes de la communication favorables au changement social et le souci de créer des agences de presse régionales aptes à améliorer la transmission des réalités latino-américaines.

Place à l'utopie

Dans quelle mesure cette quête a-t-elle été couronnée de succès ? Quel est l'incidence des pratiques et théories des médias démocratique sur le système de communication global ? Dans quelles circonstances « les mini médias » peuvent-ils

réussir à améliorer la situation ? S'ils ne remplaceront pas les grands médias, pourront-ils dans leur souci de démocratisation, avoir un impact sur eux ? Des réponses articulées ne sont pas encore formulées. Entre-temps, il appert que l'Amérique latine joue le rôle moteur — sur le plan de la théorie, de la pratique, de la politique et de l'organisation — dans la bataille historique menée pour démocratiser la communication. Et il est improbable que la région abandonne un idéal poursuivi depuis longtemps.

Luis Ramiro Beltran est un spécialiste bolivien de la communication pour le développement, actuellement au service du Centre pour le programme de communication attaché à l'Université Johns Hopkins, École d'hygiène et de santé publique, où il est conseiller régional pour la communication en Amérique latine.